



PAR COURRIEL

Québec, le 12 décembre 2025



N/Réf. : 91737

**Objet : Votre demande d'accès aux documents**




Nous donnons suite à votre demande d'accès du 28 novembre dernier laquelle est ainsi libellée :

« [...]je désire obtenir copie du ou des document(s) suivant(s) : les frais juridiques, les mandats internes ou externes, les honoraires d'avocat incluant les cabinets, ou autres dépenses réalisées par le Conseil du trésor dans le cadre des négociations avec la FMOQ, la FMSQ ou concernant le projet de loi 106 ou la loi 2, dans l'année 2024-2025 et jusqu'à ce jour. »

Après vérification, vous trouverez ci-dessous les informations demandées :

1. **Frais juridiques** : Aucuns frais juridiques.
2. **Mandats internes ou externes** : Vous trouverez ci-joint les mandats publiés au Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) en lien avec votre demande.
3. **Honoraires d'avocat incluant les cabinets** : Montant total : 670 466,31 \$
4. **Autres dépenses réalisées par le Conseil du trésor** : Il n'est pas possible d'isoler dans nos systèmes les autres dépenses réalisées dans le cadre des négociations avec la FMOQ et la FMSQ, puisque les déplacements et réservations de salles servent généralement à plus d'une négociation à la fois.

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièce jointe une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, , nos salutations distinguées.

*Original signé*

Mélanie Drainville  
Responsable de l'accès aux documents et  
de la protection des renseignements personnels

p. j.



Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

## Consulter un avis

**Numéro:** BNG-160315328  
**Numéro de référence:** 20102927  
**Type du contrat:** Contrat de gré à gré  
**Statut:** Contrat conclu  
**Titre:** Services professionnels de médiation - Renouvellement de l'Accord-cadre FMSQ  
**Organisation:** Secrétariat du Conseil du trésor - Service des contrats

## Résumé de l'avis

### Information

Date de publication	2025-10-31 13:32:02 Heure légale du Québec
Nature du contrat	Services professionnels
Région(s) de livraison	Capitale-Nationale

### Information sur le donneur d'ouvrage

#### Secrétariat du Conseil du trésor - Service des contrats

📍 875, Grande Allée Est, RDC, secteur 159 Québec QC CAN G1R5R8

🌐 <https://www.tresor.gouv.qc.ca/> ↗

#### Sébastien Allard

📞 418-643-0875 (4495)

✉ [sebastien.allard@sct.gouv.qc.ca](mailto:sebastien.allard@sct.gouv.qc.ca)

### Classifications et catégories

Classifications	80122001 - Service indépendant de médiation ou d'arbitrage de litiges
Catégorie	S13 - Services de soutien professionnel et administratif et services de soutien à la gestion

### Description


Le mandat du prestataire de services consiste à agir à titre de médiateur dans le cadre du renouvellement de l'Accord-cadre MSSS/FMSQ 2015-2023.

# Conclusion de contrat

## Informations sur l'avis

Date de conclusion du contrat	2025-10-28
Date de publication du contrat	2025-10-31 13:32:02 Heure légale du Québec
Date de la dernière révision	2025-11-07 10:04:56 Heure légale du Québec
Montant estimé de la dépense	75 650,00 \$

## Soumissionnaires

**Information**

Prendre note que les montants saisis n'incluent pas les taxes.  
Veuillez consulter le [glossaire](#) pour connaître la définition des unités associées aux montants.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Montant du contrat
✓ BORDEN LADNER GERVAIS S.E.N.C.R.L., S.R.L. 1000, rue De La Gauchetière, bureau 900 Montréal QC CAN H3B5H4	3349163793	Jacques R. Fournier Téléphone : 514 395-2742 Courriel : <a href="mailto:jfournier@blg.com">jfournier@blg.com</a>	75 650,00 \$

## Disposition de la loi ou du règlement

### Loi sur les contrats des organismes publics

- 14 - Contrat dont le montant est inférieur au seuil d'appel d'offres public.



© Gouvernement du Québec, 2025



Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

## Consulter un avis

**Numéro:** BNG-160315330  
**Numéro de référence:** 20102323  
**Type du contrat:** Contrat de gré à gré  
**Statut:** Contrat conclu  
**Titre:** Services professionnels de médiation - Renouvellement de l'Accord-cadre FMOQ  
**Organisation:** Secrétariat du Conseil du trésor - Service des contrats

## Résumé de l'avis

### Information

Date de publication	2025-10-28 15:01:16 Heure légale du Québec
Nature du contrat	Services professionnels
Région(s) de livraison	Capitale-Nationale

### Information sur le donneur d'ouvrage

#### Secrétariat du Conseil du trésor - Service des contrats

📍 875, Grande Allée Est, RDC, secteur 159 Québec QC CAN G1R5R8

🌐 <https://www.tresor.gouv.qc.ca/> ↗

#### Sébastien Allard

📞 418-643-0875 (4495)

✉️ [sebastien.allard@sct.gouv.qc.ca](mailto:sebastien.allard@sct.gouv.qc.ca)

### Classifications et catégories

Classifications	80122001 - Service indépendant de médiation ou d'arbitrage de litiges
Catégorie	S13 - Services de soutien professionnel et administratif et services de soutien à la gestion

### Description


Le mandat du prestataire de services consiste à agir à titre de médiateur dans le cadre du renouvellement de l'Accord-cadre MSSS/FMOQ 2015-2023.

# Conclusion de contrat

## Informations sur l'avis

Date de conclusion du contrat	2025-10-10
Date de publication du contrat	2025-10-28 15:01:16 Heure légale du Québec
Date de la dernière révision	2025-11-07 10:03:35 Heure légale du Québec
Montant estimé de la dépense	56 900,00 \$

## Soumissionnaires

**Information**

Prendre note que les montants saisis n'incluent pas les taxes.  
Veuillez consulter le [glossaire](#) pour connaître la définition des unités associées aux montants.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Montant du contrat
✓ Chamberland, Jacques 1025, boulevard Mont-Royal, suite 209 Montréal QC CAN H2V2H4	2279021382	Jacques Chamberland Téléphone : 514 277-7303 Courriel : <a href="mailto:jchamberland@judicom.ca">jchamberland@judicom.ca</a>	56 900,00 \$

## Disposition de la loi ou du règlement

### Loi sur les contrats des organismes publics

- 14 - Contrat dont le montant est inférieur au seuil d'appel d'offres public.



© Gouvernement du Québec, 2025

## Résumé

**Numéro** : BNG-160314408  
**Numéro de référence** : 1707717  
**Statut** : Contrat conclu  
**Titre** : Services de négociateur ou porte-parole en relations de travail

## Information

Date de publication :	2023-03-28
Titre du contrat :	Services de négociateur ou porte-parole en relations de travail
Type du contrat :	Contrat de gré à gré
Nature du contrat :	Services professionnels
Date de conclusion de contrat :	2023-03-28
Région(s) de livraison :	Capitale Nationale
Type de contractant :	Fournisseur, entrepreneur ou prestataire de services
Options reliées à cet avis :	Aucune option

## Information sur le donneur d'ouvrage

Organisme :	Secrétariat du Conseil du trésor-Service des contrats
Adresse :	875, Grande Allée Est, 2e étage, secteur 700 Québec, QC G1R5R8
Site Web :	<a href="http://www.tresor.gouv.qc.ca">http://www.tresor.gouv.qc.ca</a>
Contact(s) :	Julie Anne Saucier Téléphone: 418 643-0875 4435 Courriel : <a href="mailto:contratsdeservices@sct.gouv.qc.ca">contratsdeservices@sct.gouv.qc.ca</a>

## Classifications et catégorie

### Classifications

- 80111503 Relations de travail

### Catégorie

- S13 Services de soutien professionnel et administratif et services de soutien à la gestion

## Disposition de la loi ou du règlement

### Règlement sur certains contrats de services des organismes publics

- Article 42.1 - Contrat de services pour l'engagement d'un enquêteur, d'un conciliateur, d'un négociateur, d'un médiateur, d'un arbitre, d'un médecin ou d'un dentiste en matière d'évaluation médicale liée à leur spécialité ou d'une personne devant agir à titre de témoin expert devant un tribunal.

## Description

Contrat pour des services professionnels à taux horaire visant à agir à titre de porte-parole et représentant du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) à la table intersectorielle du front commun formé par la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats du Québec (CSQ) et l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) afin d'appuyer le Négociateur en chef adjoint du Secrétariat du Conseil du trésor.

## Fournisseur

Prendre note que les montants n'incluent pas les taxes.

### LAVERY, DE BILLY, SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Contractant	NEQ	Contact	Montant du contrat
 LAVERY, DE BILLY, SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE 1 Place Ville Marie bureau 4000 Montréal, (QC) CAN H3B 4M4	3341675364	Madame Marie-Hélène Jolicoeur Téléphone : 514 877-2955	1 493 700,00 \$

### Légende des icônes

 Contractant

Tous droits réservés. Sauf pour les fins de réponse à un appel d'offres, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, adaptée, publiée ou mise en mémoire dans un système d'extraction ou communiquée ou transmise sous une forme quelconque par photocopie ou enregistrement, par un moyen électronique, mécanique ou par tout autre moyen sans l'autorisation écrite préalable de CGI, Médias Transcontinental ou, le cas échéant, du donneur d'ouvrage concerné. De plus, CGI, Médias Transcontinental, et le donneur d'ouvrage concerné n'assumeront aucune responsabilité à l'égard de tout dommage qui pourrait résulter de toute utilisation qui serait faite des données contenues dans un contexte autre que pour les fins d'une réponse à un appel d'offres.

### Information n'apparaissant pas dans l'avis

Avis créé par :  
Marie-Claude Ouellet  
  
Avis publié par :  
Julie Anne Saucier

## Consulter un avis

**Numéro:**

BNG-160315135

**Numéro de référence:**

20061156

**Type du contrat:**

Contrat de gré à gré

**Statut:**

Contrat conclu

**Titre:**

Services-conseils en relations de travail dans le cadre des négociations avec les médecins

**Organisation:**

Secrétariat du Conseil du trésor - Service des contrats

## Résumé de l’avis

### Information

Date de publication	2025-04-02 11:01:53 Heure légale du Québec
Nature du contrat	Services professionnels
Région(s) de livraison	Capitale-Nationale

### Information sur le donneur d’ouvrage

**Secrétariat du Conseil du trésor - Service des contrats**

875, Grande Allée Est, RDC, secteur 159 Québec QC CAN G1R5R8

<https://www.tresor.gouv.qc.ca/>

**Sébastien Allard**

418-643-0875 (4495)

[sebastien.allard@sct.gouv.qc.ca](mailto:sebastien.allard@sct.gouv.qc.ca)

### Classifications et catégories

Classifications	80111503 - Relations de travail
Catégorie	S13 - Services de soutien professionnel et administratif et services de soutien à la gestion

### Description

Le mandat consiste à agir à titre de représentant (porte-parole/négociateur) et de conseiller stratégique en négociation du gouvernement dans le cadre de diverses négociations, pour la Négociatrice en chef et les négociateurs en chef adjoint, notamment celles visant à renouveler les accords-cadres avec la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) et la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ).

## Conclusion de contrat

### Informations sur l’avis

Date de conclusion du contrat	2025-03-31
Date de publication du contrat	2025-04-02 11:01:53 Heure légale du Québec

### Soumissionnaires



**Information**

Prendre note que les montants saisis n'incluent pas les taxes.  
Veuillez consulter le [glossaire](#) pour connaître la définition des unités associées aux montants.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Montant du contrat
✓ MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. 4, Place Ville-Marie Bureau 600 Montréal QC CAN H3B2E7	3341720947	François Perron Téléphone : 4388433575 Courriel : <a href="mailto:fperron@mbavocats.ca">fperron@mbavocats.ca</a>	534 950,00 \$

**Disposition de la loi ou du règlement**

**Règlement sur certains contrats de services des organismes publics**

- 42.1 - Contrat de services pour l'engagement d'un enquêteur, d'un conciliateur, d'un négociateur, d'un médiateur, d'un arbitre, d'un médecin ou d'un dentiste en matière d'évaluation médicale liée à leur spécialité ou d'une personne devant agir à titre de témoin expert devant un tribunal.



## AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

### RÉVISION

#### a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### Québec

525, boul. René-Lévesque Est  
Bureau 2.36  
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

#### Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 18.200  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196  
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**  
Courrier électronique : [cai.communications@cai.gouv.qc.ca](mailto:cai.communications@cai.gouv.qc.ca)

#### b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).